

L'histoire du Fort Frontenac



Défense nationale
National Defence

Canada



Conception et Production

Bureau d'édition de l'Armée de terre (BEAT),
Quartier général du Centre de doctrine et d'instruction de l'Armée canadienne
Kingston (Ontario) K7K 7B4 Canada

Publication

1. *L'histoire du Fort Frontenac*

IDDN – A-CC-007-000/JD-001

ISBN – D2-455/2022

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada – 978-0-660-46262-2

PDF – Anglaise

IDDN – A-CC-007-000/JD-001

ISBN – D2-455/2022E-PDF

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada – 978-0-660-46260-8

PDF – Française

IDDN – A-CC-007-000/JD-001

ISBN – D2-455/2022F-PDF

Numéro de catalogue du gouvernement du Canada – 978-0-660-46261-5

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre de la Défense nationale, 2014. Tous droits réservés.

Imprimé au Canada

L'histoire du Fort Frontenac





Le Fort Frontenac est construit sur un site d'importance historique nationale. Non seulement le fort occupe-t-il un rôle central dans l'histoire militaire canadienne, mais il est aussi un des premiers sites de colonisation permanente des Européens en Ontario. Stratégiquement établi à la jonction du fleuve Saint-Laurent et du lac Ontario, le fort, appuyé par les navires qui mouillaient dans son port, devait servir à contrôler tout le trafic dans l'est de l'Amérique du Nord.



En 1673, Louis de Baude, comte de Frontenac et gouverneur de la Nouvelle-France, a fait du fort un avant-poste commercial et militaire dans un effort visant à contrer l'accroissement de la traite des fourrures en provenance de la colonie anglaise à New York et à contrôler les Iroquois. Le fort original était composé de palissades, de remblais et de bâtiments en rondins. Son premier commandant, Robert Cavalier, Sieur de LaSalle, qui allait devenir l'un des plus grands explorateurs canadiens, utilisait le fort comme base pour explorer l'intérieur du continent. C'est lui qui, en 1675, fait remplacer les structures de bois et de terre par des murs et des bastions en pierre. C'est aussi sous son commandement qu'on met à l'eau les premiers navires sur le lac Ontario, dans le port de Cataraqui.



Quelques années après la construction du fort, les hostilités reprennent entre les Iroquois et les postes avancés des Français à Niagara. Cataraqui est alors assiégé. Au printemps 1688, la majorité de la garnison de Fort Frontenac meurt du scorbut et en moins d'un an l'endroit est abandonné. En 1987, des travaux de construction et d'excavation ont mené à la découverte de douze sites de sépulture, et l'on croit qu'ils contiennent les restes de certains des soldats morts durant ce siège.

Le fort est réoccupé en 1695 et joue un rôle important dans l'avancée des Français vers l'intérieur du territoire et dans leurs efforts stratégiques visant à établir un vaste empire colonial, s'étendant de la Nouvelle Écosse au golfe du Mexique. Cette politique d'expansion va à l'encontre des aspirations des Anglais sur le continent, ce qui entraîne une augmentation des tensions et déclenche des guerres entre les deux puissances coloniales. Des navires construits à Cataraqui patrouillent sur le lac pour transporter des marchandises, des articles de traite et des soldats qui font des raids dans les communautés iroquoises au nord de New York. Dès 1741, deux petits navires de guerre sont mis en service afin de protéger ce trafic essentiel. Afin de rendre impraticable le couloir d'approvisionnement des Français, les Britanniques se déplacent vers le nord et établissent leur poste à Oswego. Les Britanniques mettent ensuite à l'eau leurs propres navires armés, mais le 27 juin 1756, une attaque anticipée des Français chasse les navires britanniques du lac. À la suite de cette victoire, Louis-Joseph de Montcalm, le commandant nouvellement arrivé de la force terrestre française, organise ses soldats à Fort Frontenac, puis traverse le lac sans embûches, et saisi Oswego. Toutefois, Montcalm n'a pas suffisamment de soldats pour maintenir une garnison à Oswego et, en moins de deux ans, les Britanniques reviennent sur le lac Ontario. En 1758, les forces britanniques font des pressions sur la Nouvelle-France au sud et à l'est. Louisbourg tombe aux mains des Britanniques en juillet, mais Montcalm repousse à Ticonderoga l'avancée au sud en provenance du lac George. Pour ce faire, il doit cependant faire appel à tous les soldats disponibles des avant-postes à l'ouest.





*Lieutenant-colonel
John Bradstreet*

À la suite de la défaite à Ticonderoga, le Lieutenant-colonel John Bradstreet du 60th Royal Americans, est envoyé accompagné de quelque 3 000 hommes pour attaquer le Fort Frontenac. Il remonte la rivière Mohawk, se dirige vers le nord en passant les ruines d'Oswego et traverse le lac sans être détecté à bord de petits bateaux via l'île Wolfe. Il accoste près de l'emplacement actuel de l'Université Queen's, et forme rapidement des lignes de siège autour du fort. La petite garnison est prise de court. Après une faible résistance, son commandant, le Capitaine Pierre-Jacques Payen, Sieur de Noyan, rend les armes. Bradstreet se met alors à détruire les navires français capturés dans le port et tente de démolir les structures de pierre du fort, mais sans grand succès. Même si Bradstreet abandonne plus tard le fort, la perte du Fort Frontenac rompt la communication entre Montréal et le fort Niagara, et affaiblit grandement l'emprise des Français sur l'ouest.

Durant la construction du bâtiment Normandie en 1954, des vestiges de navires à voiles ont été découverts. Le bâtiment est construit sur un polder, autrefois un port français, et ces navires sont probablement ceux brûlés par Bradstreet en 1758. Le gouvernail d'un de ces navires est maintenant exposé à l'entrée du bâtiment.



Après la capitulation de la Nouvelle-France en 1760, les cours d'eau intérieurs sont demeurés importants, mais durant quelques années, il n'y a aucune menace apparente aux lignes de communication et par conséquent, l'utilisation de navires de guerre et l'établissement d'une station navale ne sont pas nécessaires. Le déclenchement de rébellions dans plusieurs des colonies britanniques d'Amérique du Nord met fin à cette situation idéale. Des mesures sont prises pour contrer la menace potentielle des rebelles qui plane sur les postes à l'ouest. La suprématie sur le lac Ontario doit être imposée et la construction d'une base navale devient une priorité. Le port à Cataraqui fait l'objet d'une reconnaissance, mais l'on choisit finalement un port à l'île Buck, une petite île à l'embouchure du fleuve Saint-Laurent. Rebaptisé île Carleton, ce nouveau poste est utilisé comme point de transbordement pour les marchandises transportées vers l'ouest et comme station pour les navires du roi sur le lac Ontario. Tout au long de la guerre, l'île Carleton sert de dépôt très fréquenté, de point de rassemblement pour les raids et de centre de réfugiés.



Le Fort Frontenac reste abandonné jusqu'à la fin de la guerre. Un traité de paix provisoire élaboré en 1782 fait passer la frontière dans les Grands Lacs et le long du fleuve Saint-Laurent. Même si les Britanniques remportent une guerre sauvage et conservent à l'ouest les postes d'Oswegatchie (Ogdensburg), de l'île Carleton, d'Oswego, de Niagara, de Detroit et de Michilimachinac, ces postes allaient apparemment être remis aux États-Unis en vertu du Traité de Paris. Lorsqu'ils se rendent compte que la perte de ces avant-postes permettrait aux Américains d'accéder aux cours d'eau intérieurs, et menacerait leur fragile alliance avec les peuples autochtones autour des Grands Lacs, les Britanniques conservent le contrôle de ces forts jusqu'en 1797, moment où ils sont transférés par traité aux États-Unis.

Le Fort Frontenac, situé en territoire incontestablement britannique, recouvre son importance stratégique. Bien qu'abandonné en 1778, Cataraqui est occupé en juillet 1783 lorsque le Major John Ross arrive avec un petit détachement provenant d'Oswego et d'Oswegatchie, et construit des casernements sur le site où se trouvent les décombres du fort. Ce poste temporaire attire des marchands de l'île Carleton désireux de faire du commerce en terrain sûr. Ces marchands s'installent sur les terrains adjacents à la garnison, et deviennent donc les premiers civils à occuper ce site. Cette nouvelle ville, qu'on appelle alors Kingston, devient un des treize endroits désignés pour la réinstallation des loyalistes entre le Haut Saint-Laurent et la baie de Quinte. À partir de 1784, les loyalistes viennent réclamer des lopins de terre dans la ville et dans les cantons plus à l'ouest.

Les Britanniques conservent l'île Carleton en tant que territoire souverain et, jusqu'à la fin des années 1790, occupent les autres postes à l'ouest comme mesure de rétorsion au manquement des Américains à verser une compensation aux loyalistes. Le besoin stratégique d'une nouvelle base navale et commerciale sur le lac Ontario devient moins pressant, mais le lobbying exercé par les marchands civils amène les autorités à déplacer le point de transbordement de l'île Carleton à Kingston. L'arsenal maritime du roi et le dépôt de la marine provinciale, un service de transport intérieur, sont ainsi transférés en 1788, mais pas sur le lotissement urbain, comme l'espéraient les marchands. La nouvelle base est établie à Point Frederick de l'autre côté de la rivière Cataraqui. Le casernement du Major Ross englobait l'endroit où il fallait traverser la rivière pour se rendre à l'arsenal maritime. Vers 1789, on le nomme casernement Tête-de-Pont.



Les premières garnisons de Kingston habituellement une ou deux compagnies tout au plus n'étaient pas particulièrement puissantes, durant les années qui précèdent la guerre de 1812. Bien que des régiments de la Force régulière britannique soient toujours stationnés au Canada et occupent souvent le casernement, le besoin de troupes en Europe favorise la constitution d'unités provinciales. Certaines des premières unités des Forces régulières canadiennes, les Queen's Rangers et les Royal Canadian Volunteers, occupent alors parfois le casernement Tête-de-Pont.



Durant la guerre de 1812, Kingston devient le quartier général du service naval du Haut-Canada. Il sert également de centre logistique et de commandement. Des batteries et des ouvrages de défense improvisés sont érigés à la hâte autour de la ville en 1812, puis ils sont remplacés par des ouvrages plus permanents au cours des deux années suivantes. À compter de 1812, des fortifications sont également construites à Point Henry. Le casernement Tête-de-Pont devient alors une des parties du complexe militaire étendu à l'extrémité est de la ville. Les troupes en direction ou en provenance des champs de bataille de l'ouest passent par le casernement. C'est aussi à cet endroit que des troupes se rassemblent pour des attaques amphibies contre le port de Sacket et contre Oswego. Pendant la majeure partie de 1813, le gouverneur en chef de l'Amérique du Nord britannique, le Lieutenant-General Sir George Prevost, coordonne des campagnes plus à l'ouest de Kingston. Les hommes et l'argent affluent vers la ville, lui donnant ainsi une impulsion qui allait entraîner son expansion au cours des trente années qui suivent. En 1813, la Marine royale remplace la Marine provinciale. L'ampleur croissante de la guerre navale sur le lac Ontario entraîne l'expansion de la base navale à Point Frederick, dont le statut passe en 1814 à celui d'arsenal maritime de la Marine royale. Quand la guerre prend fin en février 1815, la plus importante Force navale jamais mise en place sur les Grands Lacs s'exécute à partir de l'arsenal maritime.



RIDEAU CANAL

St. Col. By

Après la guerre, les Britanniques modifient leur stratégie de défense de l'Amérique du Nord, laquelle repose alors sur les fortifications et l'amélioration des communications intérieures. Durant la période de 1821 à 1824, on améliore le casernement en construisant des bâtiments de pierre. Le mur extérieur, le mess des officiers, les deux bâtiments de caserne et ce qui est maintenant la centrale de chauffage datent tous de cette période. Leur construction requiert la destruction de la majeure partie des éléments encore debout de la forteresse française. En 1832, on enlève une tour située dans le bastion sud-est du vieux fort et qui figurait sur plusieurs anciens dessins du fort. Une partie des fondations et de son bastion sont aujourd'hui exposées dans un jardin en contrebas au centre de l'enceinte.

Pendant la première moitié du 19^e siècle, Kingston devient l'élément clé de tous les plans de défense du Haut-Canada. Le canal Rideau est creusé afin de fournir une voie de communication sécuritaire entre Montréal et Kingston, le Fort Henry est construit pour défendre l'arsenal maritime, pendant que les soldats en garnison à Tête-de-Pont constituent un élément clé du plan de défense. Entre les années 1830 et 1871, plusieurs menaces de guerre avec les États-Unis entraînent l'amélioration des fortifications, la construction de six tours Martello et de la Market Battery. De nombreux bataillons impériaux sont en garnison à Kingston au fil des années, mais l'un d'entre eux, le Royal Canadian Rifle Regiment, présente un intérêt particulier. Formé en 1841, ce bataillon a été mis sur pied pour le service au Canada et celui-ci est composé d'anciens combattants provenant de régiments de la Force régulière. Durant les années 1840 et 1850, des améliorations sont apportées à la Milice, et le concept moderne du citoyen-soldat est instauré au Canada.





Après la Confédération, les relations avec les États-Unis se sont quelque peu améliorées, et la signature du Traité de Washington en 1871 permet au gouvernement britannique de retirer ses garnisons de tous les emplacements à l'ouest d'Halifax. Le Royal Canadian Rifle Regiment passe sous l'égide du gouvernement canadien, mais il est donc dissout après que ce dernier refuse d'engager les dépenses nécessaires au maintien d'un bataillon de la Force régulière. Le Royal Canadian Rifle Regiment défile pour la dernière fois au casernement Tête-de-Pont le 1^{er} avril 1870. L'année suivante, en 1871, la dernière unité des forces impériales, une batterie de la Royal Garrison Artillery, quitte le parc de l'Artillerie du centre-ville de Kingston.

Afin d'entretenir les forts et l'armement transférés au gouvernement du Dominion, on met sur pied deux batteries d'artillerie de la Force régulière. Une est stationnée à Québec et l'autre au casernement Tête-de-Pont à Kingston. Ce mandat confère une identité spéciale à la batterie de Kingston, et en 1905, on la nomme Royal Canadian Horse Artillery (RCHA). En 1929, l'élargissement proposé de la rue Ontario entraîne la modification de l'apparence du Fort Frontenac. L'entrée du fort, qui était en saillie vers l'extérieur et s'avancait dans la rue sur seize pieds, est détruite, puis reconstruite de l'autre sens, en saillie vers l'intérieur du fort, comme elle est aujourd'hui. Le casernement Tête-de-Pont restera la demeure du 1^{er} Régiment, RCHA, jusqu'en décembre 1939, lorsque ce dernier doit quitter le fort pour se battre en Europe.



En 1939, en reconnaissance de la tradition historique du casernement Tête-de-Pont, le complexe est officiellement renommé Fort Frontenac. Lors du départ en service actif du 1 RCHA, le fort devient un dépôt d'effectifs. Après la guerre, en 1947, le fort héberge le Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne et le Collège de la Défense nationale nouvellement créé. En 1954, le Lieutenant-général G.G. Simonds jette les bases du bâtiment Normandie, alors qu'il est chef d'état-major général. Le Collège de la Défense nationale ferme ses portes en 1995 et depuis, le fort a hébergé plusieurs unités du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre.



Le Fort Frontenac, dans ses différentes configurations, a vu défiler plus de trois cents ans d'histoire militaire canadienne. Des troupes se sont rassemblées dans ses murs pour servir dans toutes les campagnes canadiennes, de la guerre des Iroquois à la guerre en Afghanistan. Depuis 1947, le fort sert de centre de perfectionnement professionnel des officiers de l'Armée de terre.



COLLÈGE D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE CANADIENNE, FORT FRONTENAC

Fort Frontenac – Histoire du Collège d'état-major de l'Armée canadienne de 1945 à aujourd'hui

Avant la participation du Canada à la guerre des Boers, peu d'officiers canadiens recevaient une instruction d'état-major, et lorsque c'était le cas, cette instruction était donnée en Grande-Bretagne au Collège d'état-major à Camberley, au Royaume-Uni.



La guerre des Boers a amené des changements importants à l'instruction et à la structure de la milice permanente, et a fait ressortir la nécessité d'une meilleure instruction pour les officiers d'état major. Un cadre de la milice permanente est alors envoyé en Grande-Bretagne pour recevoir une instruction d'officier d'état-major, et pour élaborer un cours qui sera donné au Canada. En 1905, les premiers officiers terminent le cours de commandement et d'état-major de la Milice, qui est donné jusqu'en 1940. Les officiers de la force permanente continuent de recevoir leur instruction à Camberley, et au moins un officier suit l'instruction à Quetta en Inde. Malgré tout, en 1939, moins de 100 officiers avaient reçu cette instruction.

En raison de l'augmentation rapide de la taille de l'Armée canadienne durant la Seconde Guerre mondiale, il y a un urgent besoin d'officiers ayant reçu une instruction d'état-major. Le Collège d'état-major à Camberley ne peut pas accueillir suffisamment d'officiers canadiens, et le cours de commandement et d'état-major de la Milice ne suffit pas à la demande. Le Canada décide donc de donner son propre cours d'état-major de l'Armée de terre.



Le premier cours d'état-major organisé par l'Armée canadienne durant la guerre est offert à Fort Manor en Angleterre en 1941. Au Canada, douze sessions du cours d'état-major de guerre pour officiers subalternes sont également données au Collège militaire royal du Canada (CMRC) entre 1941 et 1946.

En 1946, le Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne est intégré aux établissements réguliers de l'Armée canadienne et offre son premier cours au Collège militaire royal du Canada, puis il déménage au Fort Frontenac, à son emplacement actuel, l'année suivante.

Bien que le Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne ait connu plusieurs changements de nom, et que son programme a évolué au cours des années, il continue de préparer des officiers à occuper des postes de commandement et d'état-major dans l'ensemble des Forces canadiennes.



HISTOIRE DU HARFANG DES NEIGES – EMBLÈME DU COLLÈGE

En 1868, le Collège d'état-major à Camberley adoptait comme emblème une chouette perchée sur des épées entrecroisées et surmontée d'une couronne, le tout accompagné de la devise « *Tam Marte Quam Minerva* ». Minerve est la déesse de la Guerre et de la Sagesse dans la mythologie romaine, et la chouette est son oiseau favori. Le dessin de l'emblème est le résultat des efforts conjugués du Capitaine (devenu par la suite major-général) J.N. Crealock, alors stagiaire au Collège et du Major honoraire (devenu par la suite lieutenant-colonel) A.S. Jones, VC, capitaine-adjutant à l'époque. Le Capitaine Crealock qui était un artiste amateur de talent avait constaté que le Collège ne possédait pas d'emblème et il proposa d'en dessiner un.

Il existe diverses traductions de la devise, mais l'une des meilleures semble être celle donnée par le Feld-maréchal, le comte Wavell, qui, en janvier 1948, durant une allocution à la mémoire d'Haldane, traduit la devise comme suit : « Par le combat autant que par l'érudition » ou « Faire tomber avec habileté ». Il mentionne que la citation est un rappel que des ordres d'opération ne suffisent pas à remporter une guerre sans la bravoure et l'endurance des soldats qui les exécutent. En 1956, le professeur principal de lettres classiques au Wellington College, à Berkshire, dont on s'enquiert de l'opinion à ce sujet, indique que l'expression latine telle qu'elle est utilisée dans la devise est une locution latine exacte. Compte tenu de la structure syntaxique, il propose la version suivante : « Par l'intelligence et la force des armes » ou « L'art d'être soldat, en pratique comme en théorie », soit une traduction comparable à celle de Lord Wavell.



En 1946, on conçoit une adaptation canadienne de l'emblème de l'Army Staff College britannique. Les deux emblèmes sont très similaires, mais dans la version canadienne, le ruban traverse la base de l'emblème et porte la mention « Canada ». Le 23 avril 1946, le Collège d'état-major à Camberley signifie son accord avec l'adaptation canadienne, et quelques semaines plus tard, les membres militaires du Conseil supérieur de l'Armée l'approuvent. Le 30 mai 1946, le War Office britannique est consulté, et il ne soulève aucune objection concernant l'utilisation de l'adaptation canadienne de l'emblème par le Collège d'état-major de l'Armée canadienne. En février 1977, la forme actuelle de l'emblème du collège avec un harfang des neiges était officiellement acceptée comme emblème du Collège de commandement et d'état-major de l'Armée canadienne. On était d'avis que le harfang des neiges était un emblème approprié, et le grand-duc d'Amérique qui figurait sur la version britannique de l'emblème a par conséquent été remplacé.